

*ALLOCUTION*

*prononcée par Monsieur le Président de la République*

*au cours de la séance solennelle*

*du Conseil Economique et Social*

*le 18 octobre 1977*

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs les Membres du Conseil économique et social,

Mesdames et Messieurs les Membres de section,

Mesdames et Messieurs les Membres du personnel du Conseil  
économique et social,

Avant d'aborder mon propos, je voudrais vous dire le plaisir que je ressens aujourd'hui ; cette commémoration du XXXème anniversaire du Conseil économique et social me donne l'occasion de vous rencontrer, de vous retrouver ici même, vous, Monsieur le Président qui incarnez avec dignité, simplicité et éclat, une des grandes traditions du syndicalisme français, vous, Monsieur le Président d'Honneur dont je connais le profond attachement aux institutions et à la pensée de la République, et vous, Mesdames et Messieurs, que j'ai souvent rencontrés dans l'exercice de fonctions antérieures, les vôtres ou les miennes. Aujourd'hui où j'ai gravi un degré à la tribune du Conseil économique et social, je souhaite que la solennité qui s'attache désormais à ma fonction, n'enlève rien à la cordialité qui était et qui reste celle de nos relations.

Le grand plaisir que j'éprouve à me trouver devant vous tient à la fois à ce que vous êtes et à ce que vous faites.

...

A ce que vous êtes, c'est-à-dire les représentants les plus qualifiés des activités et des forces économiques et sociales de notre pays. Vos origines, vos conceptions sont différentes, mais vous avez en commun la volonté de mettre au service de l'intérêt public la compétence et l'autorité que vous avez acquises chacun dans votre domaine.

Je suis également heureux d'être parmi vous à cause de ce que vous faites.

La mission de votre Assemblée est originale et, comme vous l'avez rappelé, Monsieur le Président, unique. Elle comporte un aspect public et un autre plus discret mais non moins important.

Votre mission publique est d'éclairer de vos avis les choix économiques et sociaux du Gouvernement et du Parlement.

Comme Ministre de l'économie et des finances, pendant de longues années, aujourd'hui comme Chef de l'Etat, j'ai pu mesurer la valeur de vos travaux dans lesquels se rejoignent le réalisme dû à votre expérience concrète et l'imagination que vous inspire votre désir de servir.

Quant à la partie moins visible de votre mission, elle consiste, me semble-t-il, à permettre aux différentes activités économiques et aux différents groupes sociaux représentés sur vos bancs, d'apprendre à mieux vivre ensemble.

Certes, vos débats font apparaître souvent des divergences : peut-il en être autrement et doit-il en être autrement dans une société diverse, pluraliste et libre ?

Mais l'expression de ces divergences, comme je l'indiquais, Monsieur le Président, dans une lettre que je vous adressais voici trois ans et que vous venez de rappeler, est utile par elle-même pour dégager des solutions d'avenir.

Et il s'en faut d'ailleurs que vous soyez en désaccord sur tout.

Le fait que votre assemblée ait pu fonctionner comme elle l'a fait depuis trente ans, atteste contre bien des jugements, l'étendue et la réalité du consensus économique et social de la France.

Nul doute qu'en permettant à tant de femmes et à tant d'hommes représentant les intérêts les plus divers et animés par des convictions différentes de vivre et de travailler ensemble sur les problèmes concrets de la vie économique et sociale française, votre institution n'ait contribué à renforcer en profondeur l'unité de notre pays.

Par là aussi elle a bien mérité de lui.

Il est naturel que l'activité du Conseil économique et social évolue au fur et à mesure des transformations de l'économie de la société française. Depuis trente ans, vous avez contribué à éclairer par vos réflexions d'abord la période de reconstruction du pays puis, dans les années 1960, sa croissance accélérée. Il vous faut maintenant appliquer votre clairvoyance à la construction d'un avenir qu'il nous appartient de bâtir sur des bases largement nouvelles.

C'est de ce monde nouveau qui s'ouvre à nous que je suis venu vous parler aujourd'hui, pensant qu'à la courtoisie de la visite devait s'ajouter la substance du fond.

Car l'économie de la France sera désormais une nouvelle économie.

\*  
\*   \*

En réalisant depuis la dernière guerre mondiale la croissance économique la plus rapide de leur Histoire, les Français ont permis à leur pays de s'ouvrir sur l'étranger, d'affirmer progressivement son rôle dans le monde et de prendre place dans le tout petit groupe des pays industrialisés modernes. Ils ont augmenté leur niveau de vie, malgré certaines injustices que vous signaliez, dans des proportions qu'ils n'auraient pas imaginées il y a trente ans.

Cependant, dans les conditions où elle s'est réalisée, cette croissance était doublement fragile. D'abord parce que, quels que fussent ses immenses bienfaits, elle laissait insatisfaites des aspirations essentielles et parfois même augmentait les insatisfactions.

Il y avait sans doute une part d'ingratitude et un peu d'inconscience dans la critique de la société de consommation qui s'était développée à la fin des années 1960 et au début des années 1970. Il n'en est pas moins vrai que les atteintes à l'environnement, le sacrifice de la qualité à la quantité, le développement des consommations de prestige, l'intérêt insuffisant porté à ceux qui, ayant la voix moins forte, pouvaient moins se faire entendre, tout cela constituait le passif d'une certaine forme de croissance.

Et rappelons-nous les critiques de ceux qui reprochaient alors à la croissance d'être quantitative et non qualitative. "On ne se passionne pas - disait-on - pour un taux de croissance".

Mais sa fragilité était autant externe qu'interne.

Cette croissance reposait pour une large mesure sur l'utilisation d'une main-d'oeuvre immigrée, peu rémunérée et sur l'importation de matières premières et d'énergie à bon marché.

Il était fatal, ne fût-ce qu'en raison des formidables appétits des pays industriels, qu'un jour ou l'autre, des raretés apparaissent et que les prix soient entraînés vers le haut.

Ensuite parce que cette croissance exceptionnelle des grands pays industriels était largement fondée sur un monopole d'accès à la technologie. Ce monopole, dû à l'effort de découverte de nos savants et de nos techniciens, ne pouvait être que temporaire. Il était inévitable que les pays en développement accèdent à leur tour à des techniques de production de plus en plus perfectionnées.

Ainsi, avant même le coup de tonnerre de décembre 1973, il était clair que la croissance que nous avions connue ne pouvait se prolonger indéfiniment sur la lancée identique à elle-même. L'ensemble des courbes de production et de consommation de matières premières ne pouvait être extrapolé à l'infini. Le caractère inévitable d'une inflexion apparaissait sur le grand graphique de l'Histoire.

La crise de 1973 n'en a été que le révélateur. Une autre modalité eut été possible ; de toute façon, à un moment ou à un autre, le seuil de l'ère nouvelle aurait été franchi.

Si cette analyse est exacte, elle comporte trois conséquences.

D'abord, il n'y aura pas de retour en arrière à l'état antérieur des choses. Ce n'est pas une crise que nous vivons, c'est une nouvelle étape, un changement du monde.

Je souhaite que ceci soit clairement perçu par tous.

Nous l'avons annoncé il y a cinq ans. Le Premier Ministre et moi-même l'avons redit à maintes reprises, et notamment dans votre enceinte, dès le 18 décembre 1973. "Cette période - vous disais-je en parlant des années antérieures, et le procès-verbal en fait foi - cette période est terminée". Mais sous la plume des commentateurs revient toujours la même question : pourquoi n'informe-t-on pas le pays ? C'est que les idées cheminent lentement, non pas - comme on l'imagine - à la vitesse de la lumière, mais à une vitesse infiniment plus lente, freinées par toutes les viscosités humaines et sociales. Aujourd'hui, cette évidence commence à être reçue.

La seconde conséquence c'est que, sauf à nous contredire nous-mêmes lorsque nous critiquions dans les années 1970 les excès de la société de consommation, nous ne devons pas déplorer les changements qui se sont produits. Ces changements ne nous rendent pas la vie facile ; mais n'étions-nous pas insatisfaits à la longue par le type de croissance de la période antérieure ? Dans ces conditions, pourquoi devrions-nous souhaiter, à le supposer possible, son retour à l'identique ?

Enfin, cette analyse que j'ai faite nous dicte de façon précise la nature des objectifs que nous devons nous fixer pour l'avenir. Puisque les temps ont changé, il faut nous adapter aux temps nouveaux. Il s'agit de bâtir une économie adaptée aux données nouvelles du monde, un monde marqué par la cherté durable de l'énergie et des matières premières et par l'âpreté croissante de la concurrence des pays neufs, mais aussi un monde caractérisé par les aspirations de nos concitoyens, à l'emploi des hommes et des femmes, à une justice plus exigeante et à une qualité de vie plus élevée.

Cela est-il possible ? Pouvons-nous bâtir une nouvelle économie répondant à toutes ces conditions ? C'est de ces réponses que je voudrais examiner devant vous, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, certains aspects.

\*  
\* \*

Il faut d'abord répondre à deux interrogations fondamentales : s'agira-t-il d'une économie de croissance ? S'agira-t-il d'une économie ouverte ?

1 - Oui, il devra s'agir encore d'une économie en croissance, car la croissance des biens matériels reste nécessaire pour assurer l'emploi, pour répondre à des besoins légitimes encore non satisfaits dans notre pays, et pour maintenir notre place dans le monde.

L'évolution souhaitable de l'économie et de la société françaises ne saurait désormais se réduire à une simple croissance quantitative. Elle doit au contraire constituer un développement à plusieurs dimensions dont la croissance ne sera que l'un des aspects. C'est dire que, moins encore que par le passé, cette évolution ne pourra être résumée par un seul chiffre. Si je voulais m'essayer au jeu risqué du néologisme, je dirais qu'il s'agira d'une croissance quanto-qualitative.

...



2 - L'économie nouvelle sera-t-elle une économie ouverte ou une économie isolée ? Question essentielle dès lors qu'une part importante de nos difficultés et, nous le savons bien, nous vient de l'extérieur.

Non, la réponse à ces difficultés ne peut résider ni dans l'isolement, ni dans le protectionnisme. Près de deux cents ans de développement économique presque constamment freinés en France par les bandelettes momifiantes d'une politique protectionniste devraient en avoir chassé les démons.

Si nous nous abandonnions à nouveau à cette pente, sous le prétexte honorable et facile à présenter à l'opinion publique, de protéger telle ou telle branche en difficulté, nous nous condamnerions inévitablement au déclin en raison des mesures de rétorsion qui s'en suivraient et qui frapperaient tout ce que notre économie comporte de plus sain.

Bien entendu, tout doit être fait pour permettre aux entreprises menacées, mais qui restent viables, de surmonter leur handicap et surtout pour épargner aux travailleurs concernés les conséquences douloureuses pour eux des adaptations économiques. Mais, dans un pays où l'industrie travaille dans la proportion des deux-cinquièmes pour l'exportation, la tentation protectionniste ne peut être considérée ou proposée sérieusement par aucun responsable. Le quatrième pays exportateur du monde ne peut se risquer à être un pays protectionniste.

Je mets en garde les responsables économiques et sociaux sur le violent retour de flamme qui s'ensuivrait et atteindrait de plein fouet l'activité et l'emploi.

Pouvons-nous du moins, ce qui est à certains égards une forme déguisée du protectionnisme, chercher un secours dans la dévaluation de notre monnaie et espérer satisfaire ainsi sans trop de douleur aux conditions difficiles de la concurrence ?

Là encore, la réponse est négative pour des raisons objectives.

La part considérable, dans la valeur de nos importations, des postes de l'énergie et des matières premières, qu'il n'est pas possible de comprimer au-dessous d'un certain niveau sans mettre en question l'activité et l'emploi, a pour conséquence que, contrairement à ce qui se passait autrefois, l'abaissement de la valeur de la monnaie, au lieu de faciliter le rétablissement de l'équilibre extérieur, le compromet davantage. Les exemples démonstratifs ne manquent pas.

D'où cette première caractéristique de la nouvelle économie : elle doit assurer son équilibre extérieur sans recourir au protectionnisme ou à la dévaluation.

Le reste s'ensuit. Ces constatations comportent en effet des conséquences logiques.

1 - Nous devons d'abord limiter notre dépendance vis-à-vis de l'extérieur, en économisant de notre mieux les ressources rares que nous ne trouvons pas chez nous : énergie et matières premières. D'où l'importance essentielle des programmes d'économie lancés dans ces deux domaines et du développement des énergies de substitution, nucléaire et non nucléaire.

2 - D'autre part, face à la concurrence de plus en plus sévère des pays neufs, nous devons développer au maximum les productions pour lesquelles nous disposons d'un avantage technologique, de façon à valoriser notre principale ressource de l'avenir qui est notre savoir-faire.

L'acceptation d'une plus grande spécialisation n'est pas, je le sais, conforme à notre tendance naturelle et à notre tradition. Elle est cependant nécessaire pour nous permettre d'atteindre ou de maintenir la compétitivité dans un nombre suffisant de domaines.

Certes, comme en toutes choses, la prudence et la mesure s'imposent. Il ne s'agit pas de pousser la spécialisation jusqu'au point où elle risquerait d'accroître notre vulnérabilité dans un monde qui nous réservera encore beaucoup de surprises.

3 - Ainsi, la liberté des échanges doit être maintenue, mais cette liberté doit être mondialement organisée. C'est à cette condition que pourront être évitées non seulement certaines formes déloyales de concurrence, mais aussi les bouleversements qui résulteraient de changements trop brutaux dans les courants d'échange.

J'observe que l'idée de liberté organisée des échanges, que j'ai lancée, avec le Premier Ministre, à la réunion au sommet de Londres, en mai dernier, est une idée qui chemine. Je m'en réjouis car j'y vois la meilleure sauvegarde de la liberté.

\*

\* \*

Une économie ouverte mais plus économe des ressources naturelles, plus attentive à l'évolution des marchés mondiaux, plus apte à utiliser ses propres atouts, peut-elle aussi en même temps répondre davantage aux exigences d'emploi, de justice et de qualité de vie qui sont aujourd'hui les aspirations majeures de notre société ?

Chacun comprend qu'il s'agit là d'une question essentielle.

Je ne vous apporte pas une réponse toute faite, une certitude toute armée.

Mais je vous apporte une conviction raisonnée, et cette conviction est positive.

Les transformations auxquelles aspire la société française devraient avoir un effet favorable sur son efficacité économique. Elles sont donc doublement souhaitables.

Il en est ainsi de l'amélioration des conditions de travail, tâche urgente dans bien des entreprises. Elle n'est pas en contradiction, loin de là, avec la recherche d'une meilleure efficacité.

Tout ce qui contribue d'autre part à rendre la vie des Français moins tendue, plus en harmonie avec le cadre naturel, mieux insérée dans des villes plus humaines, aura des incidences positives sur notre capacité économique.

Il en va de même des efforts de formation professionnelle que tout nous impose de développer au maximum ; élever le niveau de formation professionnelle des Français, c'est à la fois améliorer la qualité du travail national et en même temps augmenter les chances individuelles d'emploi, de promotion et de satisfaction.

Enfin, ma conviction profonde - vous le savez - est qu'une société dans laquelle l'exigence de justice est mieux satisfaite parce que les moins favorisés y disposent d'un sort équitable, est une société dans laquelle les tensions sont moins fortes et qui se trouve pour cette raison même mieux armée dans la compétition entre les nations.

Il n'y a donc pas de contradiction, mais convergence, entre les actions que requiert notre situation économique dans le monde et un grand nombre de celles que nous recommandent les aspirations de nos concitoyens.

\*  
\*   \*

L'observation de cette convergence doit être une source de confiance et non d'illusions.

De confiance parce qu'elle tend à montrer que les progrès que notre pays connaît dans l'ordre de l'organisation et de l'efficacité économique, pourront permettre d'élever réellement le niveau des satisfactions sociales de nos concitoyens.

Mais non d'illusions. Car l'effort plus que jamais est indispensable.

Quel effort ? Il ne faut pas se laisser prendre sur ce point à la répétition du mot. L'effort qui attend notre pays dans les années à venir ne doit pas se décrire dans les mêmes termes que l'effort des années de reconstruction de l'après-guerre, ni même que celui des années de croissance accélérée de la période récente.

Il s'agira moins de déployer la capacité d'affronter les peines immémoriales du travail, ou de dégager des moyens d'investissements massifs, que de rendre le travail et l'investissement plus efficaces.

La clé de notre compétitivité réside dans nos capacités d'atteindre ou non dans des domaines choisis à une certaine excellence internationale.

Il s'agit pour la France d'être à nouveau le pays du travail bien fait.

Non pas du travail bien fait au sens du producteur du Moyen-Age pour qui le temps ne comptait pas, ni du travail bien fait au sens de l'art pour l'art, pour qui l'utilité sociale du travail ne compte pas.

Mais du travail bien fait dans un sens neuf, celui des sociétés post-industrielles, celui qui résulte d'une complète maîtrise intellectuelle de la tâche à accomplir, de la capacité d'en prévoir tous les aspects, d'en évaluer correctement les coûts, d'en organiser minutieusement le déroulement.

Je souhaite que les Français deviennent dans tous les domaines, industriels, artisanaux et agricoles, les meilleurs professionnels.

C'est par cette capacité que les travailleurs, les cadres et les entreprises, permettront à notre pays de se hisser au premier rang de techniques difficiles et de l'emporter dans la compétition extérieure.

\*  
\* \*

Mesdames, Messieurs, on entend souvent dire que les Français ont besoin, pour donner le meilleur d'eux-mêmes, de grands objectifs. Or, voici que notre époque leur en propose trois :

- sur le plan politique, l'unité ;
- sur le plan social, la justice ;
- sur le plan économique, l'efficacité.

La marche vers ces trois objectifs doit être éclairée par la discussion et par la réflexion.

Je ne doute pas que votre assemblée, sous la haute autorité morale de son Président, ne contribue à éclairer par ses travaux, la marche de la France vers l'efficacité, la justice et l'unité.